RESUME POUR LA PRESSE

Lancement de la
Innocenti Report Card no. 6
EMBARGO: 10:00 GMT, 1 Mars 2005

La Innocenti Report Card *Pauvreté des enfants dans les pays riches 2005* attire l'attention sur le fait que la proportion d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté dans la plupart des économies développées du monde depuis le début des années 90. Ce rapport s'interroge sur ce qui cause cette tendance à la hausse des taux de pauvreté et sur la raison pour laquelle quelques pays de l'OCDE font un bien meilleur travail que d'autres dans la protection des enfants à risque.

La pauvreté des enfants dans les pays riches 2005
Résumé

L'Unicef publie aujourd'hui un nouveau rapport sur la pauvreté des enfants dans les pays riches et constate que la proportion d'enfants vivant dans la pauvreté a augmenté dans 17 pays sur les 24 pays membres de l'OCDE depuis le début des années 90. Quelle que soit la mesure appliquée parmi celles qui le sont couramment, le taux de pauvreté a augmenté dans cette dernière décennie.

Le Danemark et la Finlande affichent les plus faibles taux de pauvreté des enfants, moins de 3%. Par contre, les États-Unis et le Mexique ont des taux de pauvreté des enfants de plus de 20%. Les chiffres se réfèrent à la pauvreté relative, c'est à dire le fait d'avoir un revenu inférieur de 50% à la médiane nationale. Les résultats signifieraient qu'environ 40 à 50 millions d'enfants grandissent dans la pauvreté dans les pays les plus riches du monde.

Et bien que l'on considère généralement que la pauvreté des enfants dans les pays riches est engagée sur une voie descendante, le rapport constate que dans seulement quatre pays (Australie, Norvège, Royaume-Uni et États-Unis) il y a eu une baisse significative depuis le début des années 90. Parmi ceux-ci le Royaume-Uni a réduit de façon importante son taux de pauvreté exceptionnellement élevé mais la Norvège est le seul pays où le niveau de pauvreté des enfants peut être décrit comme « très bas et continuant à baisser ».

Se basant sur une recherche originale co-financée par la Fondation Nuffield (Royaume-Uni), le rapport du Centre de Recherche Innocenti de l'UNICEF compare les données de différents pays et s'interroge sur ce qui fait augmenter les taux de pauvreté, et sur la raison pour laquelle

United Nations Children's Fund
Innocenti Research Centre
Piazza SS. Annunziata 12
50122 Florence, Italy

Telephone +39-055-20330
Facsimile +39-055-2033220
http://www.unicef.org/irc
florence@unicef.org

RESUME POUR LA PRESSE

quelques pays de l'OCDE font un bien meilleur travail que d'autres dans la protection des enfants à risque.

Trois forces – les tendances sociales, les conditions du marché du travail et les politiques gouvernementales – orientent les taux de pauvreté des enfants. Un examen des données disponibles pour 13 pays de l'OCDE révèle que plus de mères ont un diplôme universitaire. Il y a eu aussi une augmentation de la part d'enfants dont les mères ont un emploi rémunéré – sur 10 des 13 pays et d'environ 10 points en pourcentage ou plus dans 4 pays. Ces deux changements auraient tendance à augmenter les ressources économiques disponibles pour les enfants ; mais les résultats révèlent pourtant une baisse des gains de la part des parents qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus dans 7 des 13 pays pour lesquels les données sont disponibles.

Le rapport met l'accent sur la capacité des gouvernements à réduire le taux de pauvreté des enfants et démontre que plus des dépenses sont engagées par les gouvernements pour la famille et les prestations sociales, plus les taux de pauvreté des enfants baissent. On estime qu'en moyenne les interventions gouvernementales réduisent de 40% les taux de pauvreté des enfants qui devraient résulter des seules forces du marché. Les gouvernements dans les pays avec les niveaux les plus bas de pauvreté des enfants réduisent la « pauvreté du marché » de 80% ou plus. Les gouvernements dans les pays avec les niveaux les plus élevés de pauvreté réduisent la pauvreté du marché de seulement 10 à 15% .

Mais il y a une variation considérable dans ces taux de pauvreté -de 3% à 15% - même dans des pays qui ont à peu près les mêmes niveaux de transferts sociaux. La politique gouvernementale – en particulier, la mesure dans laquelle on donne la priorité aux enfants dans l'octroi de ces ressources, plus que les niveaux globaux – semble compter pour beaucoup dans la variation de la pauvreté des enfants parmi les pays de l'OCDE. Nombre de pays semblent avoir le potentiel nécessaire pour réduire la pauvreté des enfants à moins de 10% sans une augmentation majeure de leurs dépenses globales.

Le rapport explore également l'octroi de ressources aux enfants en désagrégeant la dépense sociale en différentes catégories pour les 28 pays de l'OCDE ayant des données disponibles. Plus de la moitié de ces pays ont augmenté le pourcentage de PNB consacré aux dépenses sociales au cours des années 90. Toutefois, quand ces augmentations sont ventilées par catégorie il devient évident que la plupart des dépenses supplémentaires ont été octroyées aux retraites et aux soins de santé. Dans de nombreux pays, la dépense sociale globale pour les enfants et la famille a subi une baisse en réalité entre 1990 et 2000.

Le rapport remarque que les enfants bénéficient d'autres sortes de dépenses gouvernementales à part celles qui peuvent être identifiées comme étant reliées de façon

United Nations Children's Fund
Innocenti Research Centre
Piazza SS. Annunziata 12
50122 Florence, Italy

Telephone +39-055-20330
Facsimile +39-055-2033220
http://www.unicef.org/irc
florence@unicef.org

RESUME POUR LA PRESSE

spécifique à l'enfant et à la famille, et offre également des estimations des effets des allègements et des crédits d'impôt par lesquels certains gouvernements cherchent à avantager les familles à bas revenus. Le rapport présente une série de portraits pays par pays sur la priorité accordée aux enfants telle que le montre la structure des impôts et des transferts gouvernementaux. Au Danemark, en Suède, en Finlande et en Belgique les taux de pauvreté des enfants sont inférieurs à 10% et 10% du PNB est affecté à la dépense sociale associée à la réduction de la pauvreté des enfants. Dans ces pays, la proportion des prestations est la plus élevée pour les enfants d'age pré-scolaire ayant de bas revenus et elle chute vers l'age de 18 ans. Par contre, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne affectent non seulement de fables proportions de la dépense gouvernementale aux transferts sociaux en général, mais ces transferts jouent un rôle moins important dans la protection des familles à faibles revenus. Les résultats pour ces cinq pays, qui ont des taux de pauvreté des enfants élevés, montrent que les ressources gouvernementales accordées aux personnes ayant de faibles revenus, se concentrent sur les personnes âgées de 50 ans et plus.

Les choix et les compromis que les gouvernements doivent faire sont illustrés par le contraste entre la France et le Royaume-Uni. Le système français d'impôts et d'allocations a une base large et ne favorise aucune tranche d'age en particulier. Le système britannique favorise les jeunes enfants – et surtout les enfants appartenant aux familles à faibles revenus. Malgré tout, le taux de pauvreté des enfants au Royaume-Uni est le double de celui de la France, ce qui fait penser que le défi au Royaume-Uni n'est pas le manque d'attention de la part du gouvernement mais le fait que les parents à faibles revenus reçoivent une part très importante de leur revenu du gouvernement et une moindre part de leur emploi rémunéré. Ceci pose un problème central : les dépenses sociales fortement ciblées concentrent des ressources gouvernementales limitées sur ceux qui en ont le plus besoin, mais peuvent faire en sorte que les bénéficiaires soient moins incités à passer de l'état d'assisté à celui de travailleur. Des allocations accordées de façon plus générale, bien qu'apparemment plus coûteuses, peuvent éviter ce « piège de pauvreté ».

Le rapport de l'UNICEF met en lumière les défis qu'impliquent la définition et l'évaluation de la pauvreté des enfants et souligne que des définitions et des mesures convenues sont essentielles pour fixer et atteindre des cibles politiques. Ce sont les dimensions « relatives » et « absolues » qu'il faut prendre en compte. « Une définition valable de la pauvreté sera toujours rattachée à une époque et un lieu » dit-il. « Des lignes de pauvreté basées sur le revenu doivent être dégagées en rapport avec les revenus moyens et elles doivent être régulièrement mis à jour ».

Mais la pauvreté relative du revenu peut ne pas nous dire grand-chose sur le véritable niveau de vie matériel des enfants. Voilà pourquoi tout en insistant sur le fait que le revenu relatif doit rester un indicateur clé de la pauvreté, le rapport souligne ses limites et préconise des

United Nations Children's Fund
Innocenti Research Centre
Piazza SS. Annunziata 12
50122 Florence, Italy

Telephone +39-055-20330
Facsimile +39-055-2033220
http://www.unicef.org/irc
florence@unicef.org

RESUME POUR LA PRESSE

mesures supplémentaires afin de saisir d'autres aspects de la pauvreté. La République d'Irlande et le Royaume Uni sont reconnus pour s'être occupés les premiers du problème en établissant une gamme d'indicateurs qui complètent la mesure du revenu relatif avec le suivi direct de la privation matérielle, y compris les changements au niveau de la santé et de la nutrition, des vêtements et du logement et la participation aux activités sociales. L'Union Européenne aussi considère la pauvreté du revenu comme l'un des aspects d'un problème plus large d'exclusion qui est décelé grâce à une gamme d'indicateurs nationaux. D'un autre côté le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle Zélande sont à la traîne pour ce qui est de la définition et du suivi de la pauvreté des enfants.

Convaincus que nombre de problèmes graves auxquels doivent faire face les pays industrialisés avancés plongent leurs racines dans la pauvreté, l'UNICEF affirme que renverser la tendance à la hausse devrait être une priorité pour les pays de l'OCDE. Le rapport développe un ensemble de principes devant guider les décideurs pour définir la pauvreté des enfants et fixant des cibles crédibles ainsi que des calendriers en vue de sa réduction progressive. Pour la plupart des pays riches, une cible réaliste serait de ramener les taux de pauvreté des enfants en-dessous du seuil des 10%. Pour les six pays qui ont déjà atteint ce niveau, le prochain objectif pourrait être d'émuler les pays nordiques et de descendre en-dessous des 5%.

« Réduire la pauvreté des enfants est une mesure de progrès vers la cohésion sociale, l'égalité des chances et un investissement aussi bien dans les enfants d'aujourd'hui que dans le monde de demain », dit l'UNICEF.

Note pour les rédacteurs

La série *Innocenti Report Card* est produite par le Centre de Recherche Innocenti de l'UNICEF à Florence. Cette publication est la sixième de la série, conçue afin de suivre les efforts des pays industrialisés en vue de la promotion de l'application des droits de l'homme chez leurs enfants. C'est aussi la première d'une série de rapports *Innocenti* sur la *Pauvreté des Enfants dans les Pays riches.*
Des documents pour les médias sous embargo en anglais, français et italien, ainsi que des versions téléchargeables du rapport sont à votre disposition dans la Newsroom de l'IRC : http://www.unicef-irc.org/presscentre/indexNewsroom.html

Pour de plus amples renseignements veuillez contacter:

Le Centre de recherche Innocenti (Innocenti Research Centre), Florence
Salvador Herencia (+39) 055 2033 354, sherencia@unicef.org
Patrizia Faustini (+39) 055 2033 253, pfaustini@unicef.org

RESUME POUR LA PRESSE

Marie Mukangendo, (+39) 055 2033 231, mmukangendo@unicef.org

UNICEF Génève
Damien Personnaz, (+41 22) 909 5716, dpersonnaz@unicef.org